

AUJOURD'HUI PLUS QUE JAMAIS **VIVE L'HÔPITAL PUBLIC !**

Macron, Castex, Veran ont clos le Ségur de la Santé comme une « négociation historique », et en notifiant : « Circulez ! Il n'y a plus rien à voir » ! Mascarade grossière et politique dangereuse alors que rien n'est réglé et que le virus nous nargue, le gouvernement :

- Prévoit 17 000 embauches dont la moitié sur des postes vacants, incluant les cliniques privées !
- Maintient sa proposition de ne reprendre qu'un tiers de la dette des hôpitaux : nous savons maintenant que c'est la Sécurité sociale qui va endosser cette dette !

UN CONSTAT ACCABLANT

La crise sanitaire de mars/avril a révélé l'absurdité et la dangerosité des politiques austéritaires, notamment dans la santé, arguant que nous aurions trop d'hôpitaux, trop de lits, trop de personnels ! Le « Ségur de la Santé », avec cynisme, a voulu effacer ce constat qui a éclaté à la figure de tout le monde.

■ **Alors que la France est au 22^e rang des 33 pays de l'OCDE** en termes de rémunération moyenne des infirmières, le gouvernement ne lâche que la moitié de la revendication des 300 euros, et encore en 2 fois !

■ **En 20 ans, 100 000 lits ont été fermés et 7 milliards d'euros ont été ponctionnés sur les budgets des hôpitaux publics**

Pendant 4 mois, aucune stratégie cohérente et conséquente n'a été mise en place par le gouvernement Macron/Castex/Véran pour faire face, avec responsabilité et sérénité, à un virus qui, aujourd'hui, ne bénéficie d'aucun traitement fiable, ni d'un vaccin certifié. Avant même la grippe saisonnière, les personnels hospitaliers se retrouvent dans des « plans blancs », des pratiques de soins dégradées, des déprogrammations de patients qui ont tout autant besoin de soins. **TOUT ÇA POUR ÇA !**

LES RÉPONSES DU GOUVERNEMENT... APRÈS LES MÉDAILLES !

Elles et ils attendaient en toute légitimité le maintien des lits ouverts et des embauches. Elles et ils demandaient une revalorisation significative de leurs professions afin d'exercer en toute sécurité, pour tous les patients et pour eux-mêmes !

Au lieu de cela, le ministre de la Santé s'affole, il appelle au recrutement « d'urgence » dans les hôpitaux dont les services de réanimation sont saturés...

DE QUI SE MOQUE-T-IL ? Aujourd'hui, le gouvernement n'a pas changé de cap. Pire, il prend prétexte de la crise sanitaire pour accélérer le rythme de destruction du système public hospitalier.

Il accélère la mise en œuvre de sa politique dite « ma santé 2022 », avec notamment :

- Un décret autorisant le licenciement des fonctionnaires hospitaliers.
- La remise en cause des 35 heures.
- Des suppressions de services, dont des lits d'urgences et de réanimation, souvent au bénéfice des cliniques privées !

Il y a urgence à en finir avec cette logique de « l'hôpital entreprise », où le soin est une marchandise et les personnels une dépense à réduire indéfiniment !

IL Y A URGENGE À FAIRE AUTREMENT.

LES MESURES QUI S'IMPOSENT :

Les communistes ont fait des propositions, avant et après le confinement. Elles s'appuient sur les revendications des hospitaliers en lutte depuis près de deux ans pour redonner de la « respiration » à tous les hôpitaux publics.

La question première et primordiale à laquelle il faut s'attaquer : l'emploi maintenant. Tout doit être mis en œuvre pour des pré-recrutements avec un pré-salaire, une formation de qualité, diplômante avec un emploi garanti. Des milliers de jeunes ont été rejetés par Parcoursup : elles et ils sont disponibles !

- ✚ Un plan massif d'investissement pour les hôpitaux pour embaucher, et former :
 - 100 000 embauches au minimum dans les hôpitaux publics toute de suite
 - Former les équipes, augmenter les salaires.
 - Rouvrir les lits nécessaires à toutes les prises en charge.
- ✚ L'arrêt des restructurations et un moratoire sur les groupements hospitaliers de territoire (GHT).
- ✚ La reprise intégrale de la dette hospitalière.
- ✚ Suppression de la taxe sur les salaires et remboursement de la TVA.
- ✚ En finir avec le financement imposé aux hôpitaux, la tarification à l'activité (T2A) qui pousse à une productivité malsaine et ne leur permet pas de faire face à une situation d'urgence normale pour un hôpital public !

**ET C'EST POSSIBLE !
DE L'ARGENT
POUR L'HÔPITAL
PAS POUR LE CAPITAL !**



**Quand le gouvernement lâche sans condition
100 milliards qui vont... financer les
suppressions d'emplois décidées bien avant
la COVID, par les entreprises du CAC 40 !**

ALORS, OUI ! L'ARGENT EXISTE ET DOIT ÊTRE UTILISÉ AUTREMENT !

- Il faut en finir avec les scandaleuses exonérations des cotisations patronales.
- AU CONTRAIRE, faire appel à la contribution du capital financier : 100 milliards peuvent être disponibles immédiatement, dont 42,5 milliards pour l'ASSURANCE MALADIE qui finance les hôpitaux.

**RASSEMBLONS-NOUS, GAGNONS UNE AUTRE POLITIQUE RÉSOLUMENT
À GAUCHE, SOCIALE, ÉCOLOGIQUE ET DÉMOCRATIQUE
La démocratie doit s'imposer à tous les niveaux, et dans la vie !**